le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 17 janvier 2021 N° 471 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Ici comme ailleurs, la classe ouvrière doit se préparer au combat pour se défendre contre les attaques patronales et gouvernementales

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial
Côte d'Ivoire : Pages 2 à 3

Pages 3 à 7 : **Côte d'Ivoire**
- C'est le capitalisme qui est à la base des tueries intercommunautaires !
- Élections législatives en vue : Attention aux pyromanes-pompiers !
- Taxation des livraisons à domicile : Une attaque de plus contre les petites gens
- Reculade du gouvernement sur l'augmentation du prix de l'huile …
- Logements sociaux : Tout un rêve pour les travailleurs… et de bonnes affaires pour les promoteurs immobiliers !
- Covid-19 : Les agents de la santé réclament leurs primes !

Page 8 : **Mali**
- État d'urgence sanitaire et chasse à l'opposant

Page 9 : **Sénégal**
- Un couvre-feu contesté dans la rue

Pages 11 :**Ethiopie-Soudan**
- Un conflit territorial …

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants
Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

CÔTE D'IVOIRE
ICI COMME AILLEURS, LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT SE PRÉPARER AU COMBAT POUR SE DÉFENDRE CONTRE LES ATTAQUES PATRONALES ET GOUVERNEMENTALES

L'année 2020 a été une année particulièrement difficile pour la classe ouvrière et plus généralement pour les classes populaires. À la crise économique mondiale du système capitaliste se sont ajoutées les conséquences désastreuses des mesures sanitaires contre la Covid 19. Et puis, il y a eu aussi dans ce pays en 2020, la crise politique autour de l'élection présidentielle. Elle s'est soldée par plusieurs dizaines de morts et a plongé les quartiers populaires dans un climat d'insécurité.

Malheureusement, l'année 2021 ne s'annonce pas meilleure car la crise économique qui se poursuit et qui s'aggrave, entrainera inéluctablement la dégradation de nos conditions d'existence déjà difficiles. La bourgeoisie mondiale, dans sa soif de faire des profits à tout prix, continuera à faire payer durement les conséquences de la faillite de son système économique agonissant à l'ensemble des travailleurs et des classes populaires de par le monde. Dans chaque pays, la bourgeoisie s'appuiera sur son appareil d'État pour faire supporter des sacrifices de plus en plus insupportables aux classes populaires et pour écraser toute révolte qui pourrait mettre son système en danger.

La Côte d'Ivoire n'échappera pas à cette crise et à ses conséquences désastreuses sur les classes populaires même si Ouattara s'est vanté lors de son allocution de fin d'année, d'avoir « inversé la courbe de la pauvreté » et d'avoir « presque doublé le revenu par habitant » en Côte d'Ivoire. Pour les travailleurs qui triment du matin au soir dans les chaines de production, dans les chantiers, les hôpitaux, les bureaux, et autres lieux de travail, et qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts malgré les privations de toutes sortes, ces paroles du président sonnent comme une insulte. Leurs revenus n'ont pas doublé mais au contraire baissé d'année en année à cause du blocage des salaires et de l'augmentation incessante du coût de la vie. La misère n'a pas reculé dans ce pays mais au contraire a augmenté.

Un des porte-paroles de Ouattara a même eu le culot

de souligner que le signe que l'économie du pays est florissante est que les fêtes de fin d'année ont été joyeuses et bien arrosées. Il fait certainement allusion au nombre impressionnant de feux d'artifices privés qui ont éclairé la nuit du nouvel an dans la capitale économique et au nombre de bouteilles de champagne qui ont été consommées dans les soirées mondaines des quartiers chics d'Abidjan.

Mais dans les quartiers populaires, ces fêtes ont été surtout marquées par des privations. Nombreuses sont les familles ouvrières qui n'ont même pas pu s'offrir un poulet pour améliorer le repas du nouvel an. Quant à offrir des jouets ou des gâteaux et autres sucreries aux enfants, cela a été hors de portée de leur bourse. C'est cela la réalité du monde des travailleurs !

Dans certaines entreprises, comme à Filtisac, le patron s'est comporté comme un sinistre père noël en proposant des poulets à crédits à ses employés. D'autres patrons ont fait travailler leurs ouvriers durant les jours fériés en promettant un salaire supplémentaire qu'ils ont tout simplement «oublié» de payer. C'est de cette manière que les capitalistes continuent de s'enrichir, crise ou pas crise, sur le dos des travailleurs. Ils agissent ainsi avec mépris et cynisme car ils ont le pouvoir politique de leurs côtés et une classe ouvrière inorganisée pour faire face à leurs attaques.

Les travailleurs n'ont par conséquent rien de bon à attendre de la nouvelle année qui vient de commencer. Ils auront à se défendre becs et ongles pour ne pas sombrer encore plus dans la misère. Leurs conditions de travail et de vie vont s'aggraver car les patrons et leur État vont leur faire subir encore plus de sacrifices au nom des prétendus intérêts supérieurs de la nation, de la solidarité nationale et autres prétextes qu'ils ne manqueront pas de trouver pour nous tromper.

Il faudra donc que les travailleurs se préparent eux aussi moralement et physiquement pour mener leur lutte de classe contre leurs exploiteurs car il n'y aura pas de cadeaux de la part de ces derniers. Faisons tout pour qu'au cours de cette période difficile qui s'annonce, la classe ouvrière relève la tête et s'organise pour contester l'ordre bourgeois et pour en finir avec son système anarchique qui mène le monde vers la catastrophe.

Côte d'Ivoire

C'EST LE CAPITALISME QUI EST À LA BASE DES TUERIES INTERCOMMUNAUTAIRES !

Il y a encore eu une nouvelle tuerie à Guezon, dans le département de Duékoué, à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Cela s'est passé en fin décembre 2020. Un conflit entre des jeunes Guéré et des Dozos s'est soldé par 7 morts dont des enfants. 36 maisons et 13 hangars ont été brûlés.

Le gouvernement a beau avoir nommé un tout nouveau « ministre de la Réconciliation nationale ». Il ne peut faire que du cinéma. Il va distribuer quelques billets de banque aux « familles éplorées » pour faire croire que le gouvernement est à la tâche et compatit à leur douleur.

Les différents partis politiques ne font pas autre chose. Quant aux imams, aux prêtres et autres sorciers du même genre, ils peuvent faire toutes leurs prières et autres incantations à chaque fois que se produit un massacre de ce genre. Mais ça revient toujours, particulièrement lors des périodes électorales.

Janvier 2019 : Le médiateur délégué et la délégation de Sarala venue le consulter suite à un conflit foncier

La cause profonde de ce problème vient du problème foncier. Avec la population qui s'agrandit, le chômage qui touche toutes les familles, la cherté de la vie et la misère qui l'accompagne, le dernier recours pour avoir un revenu, c'est la terre. Or, il n'y en a pas pour tout le monde.

La terre elle-même, elle est passée plusieurs fois d'un propriétaire à un autre, depuis 1999 et les conflits armés qu'ont connus cette région depuis lors. Elle est passée successivement entre les mains des ethnies proches des miliciens pro-Gbagbo, pro-Guéi, pro-Soro et pro-Ouattara. À cela il faut ajouter le venin des propos xénophobes des politiciens comme Bédié et autres.

Aucune solution ne pourra être trouvée dans le cadre du capitalisme. Le gouvernement tombera peut-être entre les mains d'une nouvelle équipe demain ; le rapport des forces entre les différentes milices armées en conflit dans cette région pourrait aussi changer ; les terres passeront peut-être entre d'autres mains, mais le problème demeurera entier.

Côte d'Ivoire

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN VUE : ATTENTION AUX PYROMANES-POMPIERS !

Le cycle des élections continue avec les législatives qui devraient avoir lieu le samedi 6 mars prochain. Déjà l'opposition demande un report car elle trouve que les échéances sont trop courtes.

En Côte d'ivoire les élections sont toujours accompagnées de violence. Les élections présidentielles de décembre 2020 en ont donné le ton. Les élections législatives ont un intérêt moindre, parce ce qu'elles sont locales, mais elles peuvent être émaillées de violence comme en 2016 dans certaines circonscriptions.

Les différents protagonistes ont déjà investi hameaux et villages. N'ayant pas de programme, ils rivalisent à creuser les différences intercommunautaires pour assoir leur base. À les suivre dans ce jeu, ce sont les populations qui en font toujours les frais. Dans tous les cas, quelle que soit la future composition du futur parlement, les travailleurs n'ont rien à attendre de tous ces gens.

TAXATION DES LIVRAISONS À DOMICILE
UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES PETITES GENS

Le gouvernement, par l'intermédiaire de l'ARTCI (Autorité de Régulation des Télécommunications) a décidé récemment que désormais chaque entreprise ou structure dédiée au métier de livraison à domicile devra au préalable s'acquitter d'une taxe et d'une autorisation d'exercer d'un montant de 5 000 000 FCFA valable pour une période de 10 ans. Ces entreprises doivent en plus ouvrir un dossier à l'ARTCI d'un montant de 400 000 FCFA. Des sanctions sont prévues pour tous ceux qui ne seront pas en conformité avec cette nouvelle obligation : une peine allant de 5 mois à 5 ans de prison ainsi qu'une amende de 300 000 FCFA à 3 000 000 FCFA. Cette décision a suscité, à juste raison, beaucoup de grogne et de mécontentement dans la population ainsi que sur les réseaux sociaux car le gouvernement s'en prend ainsi directement aux nombreux jeunes qui, pour échapper au chômage, se sont lancés dans cette activité moyennant l'achat d'une moto.

Des livreurs en moto en attente d'une mission : Un métier en pleine expansion à Abidjan et que l'État veut taxer.

Depuis quelques années l'activité de livraison de marchandises à domicile s'est beaucoup développée. Il suffit d'être sur les routes de la ville d'Abidjan pour s'en rendre compte. Un nombre impressionnant de jeunes à moto avec de gros sacs sur le dos se faufilent entre les voitures pour livrer des marchandises diverses. Ces livreurs sont payés à la tâche, donc, pour gagner un peu plus il faut faire le maximum de courses. Ce qui fait que les accidents sont nombreux et parfois très graves. Pendant la saison de pluies de l'année dernière, certains livreurs avaient même été emportés par les eaux de ruissellement. Il y a aussi les risques d'agression. Il ne se passe pas un jour sans que des agressions de livreurs ne soient signalées. Quand c'est le cas, c'est la moto et la marchandise qui sont volées lorsque ce n'est pas le livreur lui-même qui se fait poignarder ou taillader à la machette.

Si le gouvernement parvient à imposer cette mesure de taxation forte, cela signifiera la mise au chômage immédiate de la plupart de ces jeunes. Ou alors ils devront se faire embaucher par quelques gros bonnets capables de débourser les 5.400.000 francs pour ouvrir une entreprise de livraison.

Derrière la prétendue volonté du gouvernement de vouloir réglementer ce métier en pleine expansion il y a surtout sa volonté d'élargir « l'assiette fiscale », c'est-à-dire d'encaisser le maximum d'impôts sur le dos des petites gens. La protection de la santé et de l'intégrité physique des livreurs n'a jamais fait partie de ses préoccupations.

Et dire que ces messieurs au gouvernement passent le clair de leur temps à nous chanter que l'emploi des jeunes est l'une de leurs plus grandes priorités. La réalité est là pour les faire mentir.

RECULADE DU GOUVERNEMENT SUR L'AUGMENTATION DU PRIX DE L'HUILE, UNE IDÉE À RETENIR

Juste après les fêtes de fin d'année, le prix de l'huile de palme a subi une augmentation de 25%. Ainsi, le litre est passé de 1200F à 1500F dans les boutiques. Selon le ministre du Commerce, cette hausse est due à une croissance mondiale du coût de l'huile de palme.

Ce monsieur prend les consommateurs pour des idiots car si ce produit était importé on pourrait à la rigueur admettre que l'importateur puisse répercuter la hausse sur son prix de vente. Mais là, il s'agit d'un produit local, fabriqué avec des graines de palmes qui poussent ici et transformées en huile par l'industrie locale. La hausse du prix sur le marché international n'est rien d'autre qu'un prétexte des capitalistes de la filière pour faire des super profits sur le dos des consommateurs qui ne peuvent pas s'en passer.

Cette hausse scandaleuse a provoqué une indignation et un début de protestation dans la population. Et face au murmure qui commençait à se propager, le gouvernement a suspendu l'augmentation.

Cette reculade du gouvernement face à l'éventualité d'une large mobilisation populaire contre la vie chère donnera peut-être des idées à certains pour réagir contre les prochaines augmentations de prix.

LOGEMENTS SOCIAUX : TOUT UN RÊVE POUR LES TRAVAILLEURS … ET DE BONNES AFFAIRES POUR LES PROMOTEURS IMMOBILIERS !

Des logements dits sociaux, mais à des prix inabordables pour la bourse d'une famille ouvrière

Le ministre en charge du logement annonce que les logements sociaux seront bientôt une réalité. Mais à leur arrivée au pouvoir ils ont fait tout un tapage sur cette même question. Ils ont demandé aux gens de payer 30 000F ou plus pour seulement s'inscrire dans l'espoir d'avoir un toit. Les travailleurs ont massivement souscrit à ce projet. Mais les plus nécessiteux, ceux qui sont juste payés au Smig et qui sont les plus nombreux, ne peuvent même pas en rêver. D'autant plus qu'il faut payer ensuite 10% du montant total de l'opération pour prétendre à un logement hypothétique. Par contre, les promoteurs immobiliers, les ministres et consort se sont certainement bien frottés les mains, eux qui sont dans ces affaires.

Cette année encore ils viennent dire les mêmes choses en précisant que si les plus démunis n'en ont pas reçu en 2012, c'est parce que c'était un essai et que maintenant la bonne solution a été trouvée. Mais d'abord, Il faudra que chaque candidat aille s'adresser à une banque qui consentirait à lui faire des prêts pour achat de maison. Quand on sait que ces logements dits sociaux coûterait au minimum dix millions, on se

demande bien qui prêterait une telle somme à des gens payés juste au Smig ?

Si c'est sur ces gens qui se succèdent au pouvoir que les travailleurs doivent compter pour avoir maison, c'est rêver debout.

Côte d'Ivoire

COVID-19 : LES AGENTS DE LA SANTÉ RÉCLAMENT LEURS PRIMES !

Le 23 décembre 2020 : Manifestation d'agents de santé au Plateau à Abidjan. Sur les pancartes on peut lire des slogans demandant le payement de la prime Covid que le gouvernement a décidé de ne plus leur verser.

Les agents de santé du CHU de Yopougon ont manifesté pour réclamer leur prime COVID-19 qu'ils ne touchent plus depuis quelques mois. Avant eux, depuis le 22 septembre 2020, les ex déflatés de la santé étaient aussi en grève pour réclamer leur prime COVID-19 ainsi que leur réintégration. Même s'ils n'ont pas réussi à faire plier leur autorité de tutelle, ils ont tout de même montré leur mécontentement.

Pourtant, l'Etat ne cesse d'affirmer haut et fort que ce sont les moyens déployés qui ont permis de juguler l'épidémie. Ces moyens-là, le personnel de santé ne les voit pas sur leur paie ni d'ailleurs souvent dans l'amélioration de leurs conditions de travail. La recrudescence actuelle de l'épidémie expose le personnel de santé et va engendrer un surcroit de travail.

L'Etat, premier employeur, en traitant ses agents de santé avec mépris, méprise également ceux qui viennent se faire soigner dans les hôpitaux publics.

GRÈVE DES TRAVAILLEURS D'UNE ENTREPRISE DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE PK 27

Les travailleurs d'une entreprise Chinoise fabricant des contre-plaqués dans la zone industrielle de PK 27, ont fait grève récemment pour défendre leurs intérêts.

Dans cette entreprise, les conditions de travail sont particulièrement dures. Les travailleurs sont en contact avec des fours et autres machines dangereuses, mais ils sont sans protection. Il n'y a même pas une boite à pharmacie. Une infirmerie, n'en parlons pas. Ils travaillent de 7 heures à 19 heures, soit 12 heures par jour pour un salaire journalier de 2500 Francs, à peine le Smig. Comment tenir avec un tel rythme et un salaire si bas ? Parmi les travailleurs, nombreux sont ceux qui ont plus de deux ans d'ancienneté mais ils sont toujours journaliers.

Depuis longtemps les travailleurs sont en négociation avec leur direction pour le règlement de ces problèmes. Mais cette dernière, tant qu'il ne s'agissait que de négociations, faisait la sourde oreille. Les travailleurs en avaient assez et ont débrayé.

La direction a fait intervenir les forces de l'ordre pour mater les travailleurs.

Une trentaine d'entre eux ont été licenciés. Mais tout ça n'a pas suffi à entamer leur détermination. Ils ont continué leur grève et ont fait venir une télévision de proximité pour crier haut et fort leur ras-le-bol.

La situation des travailleurs de cette entreprise est loin d'être une exception dans cette grande zone industrielle qui compte environ 400 entreprises.

Janvier 2018 : Le ministre de l'Industrie en visite dans la zone industrielle de Yopougon.

Côte d'Ivoire

UN MARABOUT RATTRAPÉ PAR L'UNE DE SES VICTIMES

Dans la deuxième semaine du mois de janvier une jeune dame a fait une descente bruyante dans un quartier de Marcory, là où habite son marabout. Ce dernier aurait reçu 75 000 Fcfa de la part de cette femme. En échange, ce marabout devait ''gbasser'' le conjoint de cette dame pour que celui-ci lui donne 500 000 Fcfa, ce qui lui permettrait d'ouvrir son petit commerce. Mais la dame, estimant qu'elle n'a pas obtenu le résultat promis, est allée demander des comptes à son charlatan. C'est le genre de publicité qui n'est pas faite pour lui attirer des clients et c'est tant mieux !

Comme cette femme, nombreuses sont les personnes qui croient encore à la magie, à la sorcellerie et à toutes sortes de croyances. Quand ce n'est pas le marabout, c'est le pasteur, le prophète, l'imam ou le prêtre qu'on sollicite en croyant que cela va résoudre nos problèmes. Et puis on s'aperçoit qu'on s'est fait gruger !

La bourgeoisie favorise ce genre de croyances car tout ce qui endort les exploités et qui détourne leur attention vers d'autres choses que la lutte, lui permet de perpétuer son système d'exploitation.

Comme le dit un couplet du chant révolutionnaire et international des travailleurs : « Il n'est pas de sauveur suprême … Producteurs sauvons-nous nous-mêmes … »

Mali

ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE ET CHASSE À L'OPPOSANT

Au moins six personnes ont été arrêtées au Mali depuis le 21 décembre dernier. Elles sont accusées de « complot », de « tentative de déstabilisation » et « atteinte à la sûreté de l'État ». Parmi ces personnalités il y a le chroniqueur de radio connu par le public sous le nom de Ras Bath, réputé pour son franc-parler et ses positions critiques contre le pouvoir. Il y a aussi deux dirigeants d'entreprises et des politiciens proches du

régime de l'ancien président IBK renversé par le coup d'État militaire du 18 août 2020. L'ancien Premier ministre Boubou Cissé fait aussi partie de la liste des personnes recherchées mais « introuvables ».

Moins de cinq mois après son arrivée au pouvoir par un coup d'Etat, le comité militaire dirigé par Assimi Goïta est visiblement déjà essoufflé et a peur d'être renversé à son tour. Certes, il a encore le soutien de l'imam Dicko et des politiciens appartenant à sa mouvance islamiste réactionnaire en échange de quelques strapontins et autres sinécures, mais dans la population il n'est plus perçu comme le « sauveur du Mali » qui allait tout changer.

La dictature et le clientélisme du nouveau pouvoir apparaissent de plus en plus au grand jour. Ceux qui croyaient que le nouveau pouvoir allait mettre fin à la corruption et à la dilapidation des caisses de l'Etat en ont eu pour leurs frais, de même que ceux qui croyaient que le nouveau pouvoir allait mettre fin à la domination de l'impérialisme français au Mali. Mais l'armée française y est toujours présente à travers, la force Barkhane, la Minusma et le G5-Sahel. Faut-il rappeler que lors des grandes manifestations qui ont précédé la chute du régime d'IBK, de nombreux manifestants réclamaient le départ des troupes françaises et la fin de l'insécurité notamment dans le nord et le centre du Mali ?

Quant à la situation des habitants qui vivent sous la terreur des milices armées, rien n'a changé.

Le 18 Août 2020, le renversement du régime d'IBK est accueilli avec une joie dans les rues de Bamako. Cinq mois plus tard, les putschistes ne bénéficient plus de la même popularité.

De plus en plus de gens s'aperçoivent que la principale préoccupation de ceux qui ont renversé le régime honni d'IBK c'est l'accaparement des postes au sein de l'appareil d'Etat. C'est la même soif du pouvoir et des privilèges et c'est aussi la même dictature qui continue. Ceux qui osent les critiquer sont poursuivis comme des comploteurs. Les journalistes et les réseaux sociaux sont particulièrement surveillés. L'état d'urgence sanitaire a été de nouveau instauré sous prétexte de « faire barrage » à la propagation du corona virus, mais en réalité c'est pour permettre à l'armée de museler encore plus les opposants et instaurer un climat de peur au sein de la population qui souffre de plus en plus de la crise économique et des conséquences des mesures sanitaires impopulaires et inefficaces.

Sénégal

UN COUVRE-FEU CONTESTÉ DANS LA RUE

Depuis le 6 janvier 2021, le couvre-feu a été de nouveau instauré à Dakar et à Thiès suite à la recrudescence des cas de Covid 19. Il est interdit de sortir de chez soi entre 21 heures et 5 heures du matin.

Dès la première nuit de couvre-feu, des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont eu lieu dans plusieurs quartiers de la capitale, notamment à Ngor, Médina et Yoff, ainsi que dans les banlieues

populaires comme Pikine, Guédiawaye ou Thiaroye. Des groupes de jeunes ont brûlé des pneus et dressé des barricades pour s'opposer à l'arrivée des forces de l'ordre. Il y a eu des jets de pierres contre des jets de grenades lacrymogènes.

Patrouille de nuit à Dakar pour imposer le couvre-feu à la population

Aussitôt, le gouvernement et les médias qui lui sont favorables ont répandu des fausses informations accusant les manifestants d'être des délinquants ou des trafiquants de drogues alors qu'ils n'ont fait qu'exprimer l'hostilité d'une partie de la population, notamment des vendeurs, des petits commerçants, restaurateurs de rue et autres transporteurs pour qui l'activité nocturne est un moyen de survivre.

À la date du 7 janvier 2021 les autorités sanitaires ont déclaré que le pays comptait plus de 20 000 cas de contamination et 433 décès causés par le corona virus. Mais la population supporte de plus en plus mal les contraintes des mesures sanitaires et surtout les conséquences désastreuses de la crise économique qui l'enfonce de plus en plus dans le chômage et dans la misère.

En prenant des mesures de plus en plus autoritaires, le gouvernement craint plus la propagation de la colère dans la population que celle du virus.

Ethiopie-Soudan

UN CONFLIT TERRITORIAL POUR DÉTOURNER LA COLÈRE DES POPULATIONS VICTIMES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Depuis le mois de novembre 2020, le gouvernement d'Abiy Ahmed était en butte aux dirigeants du Tigré. Ceux-là ne reconnaissent ni Abiy comme chef d'État ni le parlement du pays. Du coup les dirigeants éthiopiens ont déclenché la guerre pour les soumettre.

La guerre contre le Tigré, loin d'être apaisée, a permis au Soudan de profiter de l'affaiblissement de l'État éthiopien pour envahir le triangle Al -Fashaga. Cette région d'Éthiopie, à la frontière du Soudan, couvre 250 km2 de terre très fertile.

Le roi Ménélik l'avait conquise en agrandissant l'Éthiopie vers le sud et l'ouest en 1903. Un accord avait été conclu à l'époque entre le Soudan et l'Égypte, avec traçage de la frontière. Mais depuis cette époque, le Soudan considère que le triangle Al -Fashaga fait partie de son territoire.

En profitant de la faiblesse actuelle du gouvernement éthiopien, le Soudan a envoyé son armée pour occuper cette région qu'il convoite depuis longtemps. D'une certaine façon les dirigeants soudanais ont bénéficié de l'appui de l'Egypte ainsi que de celui des puissances occidentales : ces dernières ont en effet suspendu le versement de 90 millions d'Euros prévus pour l'aide au développement de l'Ethiopie. Le remplissage

du barrage de la Renaissance a été interrompu sous la pression des états que traverse le Nil. Pour l'instant ceux qui souffrent le plus sont les populations pauvres qui vivent de chaque côté de la frontière, en particulier des dizaines de milliers de réfugiés ayant fui la guerre au Tigré.

À PROPOS DES MILITANTS ASSOCIATIFS D'AFRIQUE

La guerre économique menée contre les travailleurs du monde entier par les milliardaires, entraine le glissement dans le chaos de régions entières de la planète. Cela se traduit par une misère extrême en Afrique. Cette situation catastrophique provoque à son tour le développement de bandes armées gouvernementales ou non gouvernementales et des milices armées de toutes sortes qui se comportent comme des tueurs assoiffés de sang à l'égard des populations déjà durement frappées par la crise du système capitaliste. Elles soufflent sur les braises des haines de toutes sortes : entre les ethnies, entre les communautés, entre agriculteurs et éleveurs, entre les adeptes de telle ou telle chapelle confessionnelle…

Ces conditions poussent les jeunes à tenter de rejoindre l'Europe au péril de leur vie. Certains meurent de faim et de soif dans le désert, d'autres périssent en mer à bords d'embarcations de fortune.

Cette situation dramatique ne peut pas laisser indifférents les jeunes originaires des pays d'Afrique qui pensent à autre chose qu'à leur carrière. Certains d'entre eux se lancent dans des actions humanitaires. Des associations de toutes sortes existent et se renforcent, d'autres se créent. Elles ont comme objectif d'apporter des aides sous forme de réalisations dans leurs régions d'origine : construire et faire vivre une école ici, un dispensaire là, un centre d'accouchements ailleurs. Certaines associations tentent d'aider à aménager un marigot, à cimenter ses contours afin qu'au prix d'efforts colossaux, l'eau de pluie puisse être un peu retenue dans l'espoir éphémère que les riverains et leur cheptel ne meurent pas trop rapidement de soif.

L'accès à l'eau potable est un besoin élémentaire auquel des millions de familles n'ont pas droit

Creuser des puits, construire des écoles, des dispensaires en Afrique, cela pouvait paraître dans le passé, des petits pas dans la voie du progrès, aussi limités fussent-ils. Mais aujourd'hui, la barbarie engendrée par l'impérialisme jette tout cela à bas. La vie en Afrique dominée par les puissances coloniales puis les impérialismes, n'a jamais été un long fleuve tranquille. On est entré avec la crise mondiale, les conflits incessants, dans un monde de barbarie dont on peut presque dire que l'Afrique est l'épicentre.

Alors que les voies d'entraides associatives se révèlent des impasses, certains de ces jeunes, arrivés en Europe, peuvent vérifier qu'il s'y fabrique, en abondance, tracteurs, véhicules utilitaires, médicaments… Mais quand quelques-uns de ces produits arrivent par exemple au Mali ou au Sénégal, les petits paysans pauvres n'en voient pas la couleur.

Au contraire, ce que la France exporte au Mali, c'est la guerre. Elle est installée au Mali. La France dépense des millions pour soutenir le régime malien qui protège sur place les intérêts des capitalistes. Ces sommes colossales englouties représentent combien de dispensaires, d'écoles, de tracteurs, … ?

Tôt ou tard, au côté des communistes, ces jeunes associatifs prendront conscience que si on veut que le progrès et le bien-être arrivent partout dans le monde, c'est le système capitaliste lui-même qu'il faut renverser.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.